

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 796^e
SÉANCE

Lundi 1er octobre 1962,
à 10 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Election du Vice-Président (fin)</i>	9
<i>Election du Rapporteur</i>	9
<i>Organisation des travaux de la Commission</i>	9

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

Election du Vice-Président (fin)

1. Le PRÉSIDENT, rappelant qu'à la séance précédente les candidatures de M. Allana (Pakistan) et de Mlle Hareli (Israël) ont été proposées, invite la Commission à procéder au vote au scrutin secret.

A la demande du Président, M. Bolt (Nouvelle-Zélande) et M. Dimbu (Roumanie) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	98
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	98
<i>Abstentions:</i>	0
<i>Nombre de votants:</i>	98
<i>Majorité requise:</i>	50

<i>Nombre de voix obtenues:</i>	
Mlle Hareli (Israël)	49
M. Allana (Pakistan)	49

Il est procédé à un second vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	100
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	100
<i>Abstentions:</i>	0
<i>Nombre de votants:</i>	100
<i>Majorité requise:</i>	51

<i>Nombre de voix obtenues:</i>	
M. Allana (Pakistan)	51
Mlle Hareli (Israël)	49

Ayant obtenu la majorité requise, M. Allana (Pakistan) est élu vice-président.

Election du Rapporteur

2. M. SILVA SUCRE (Venezuela) propose la candidature de Mlle Sellers (Canada).

3. M. TENNEKOON (Ceylan), M. COMAY (Israël) et M. KANO (Nigéria) appuient cette proposition.

Mlle Sellers (Canada) est élue rapporteur par acclamation.

Organisation des travaux de la Commission (A/C.2/212 et Add.1, A/C.2/L.643 et Corr.1 et Add.1)

4. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres de la Commission sur l'ordre du jour (A/C.2/212 et Add.1) et sur les suggestions qu'il a formulées dans sa note concernant l'organisation des travaux (A/C.2/L.643 et Corr.1 et Add.1). Il fait remarquer que le premier groupe de questions proposé — comprenant les points 12, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 84 et 94 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale — est assez important et pourrait entraîner de longues discussions.

5. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense, lui aussi, que le premier groupe de questions est assez important. La délégation soviétique propose de faire du point 33 (Conséquences économiques et sociales du désarmement) et du nouveau point 94 (Programme économique de désarmement) un groupe de questions distinct à examiner au début de la session. Les deux questions sont étroitement liées et, comme elles sont extrêmement urgentes et importantes pour les Nations Unies, elles devraient avoir la priorité. Un arrangement de cette nature permettrait aux délégations d'aborder ces deux questions dans une optique particulière, tout en accordant l'attention nécessaire aux autres questions inscrites à l'ordre du jour. Une procédure analogue a été adoptée à la trente-quatrième session du Conseil économique et social, au cours de laquelle les conséquences économiques et sociales du désarmement ont fait l'objet d'une discussion distincte et extrêmement fructueuse.

6. M. UMARI (Irak) appuie la proposition du représentant de l'Union soviétique. Les deux questions ont la même origine et toutes deux sont extrêmement urgentes. Désormais, le désarmement n'est plus seulement un problème politique, car il a des répercussions sur le développement économique des pays peu développés.

7. M. PATIÑO (Colombie) reconnaît qu'il existe un rapport étroit entre les deux questions, toutes deux ayant trait à un même aspect du problème du développement économique. Le Président a cependant proposé de faire figurer le point 33 dans le premier groupe de questions à examiner par la Commission et la délégation colombienne s'oppose à la proposition soviétique de considérer les points 33 et 94 comme formant un groupe distinct.

8. Selon M. STANOVNIK (Yougoslavie), les points 33 et 94 devraient être examinés ensemble, puisqu'ils touchent l'un et l'autre à un aspect particulier des tendances de l'économie mondiale, mais ils ne devraient pas avoir la priorité. D'autres questions, comme celle qui est inscrite au point 36 (Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce), appellent une décision immédiate. La Commission devrait com-

mencer ses travaux par une discussion générale; après quoi, elle sera mieux placée pour étudier les problèmes spécifiques.

9. M. TODOROV (Bulgarie) appuie la proposition soviétique. Le désarmement général et complet libérerait environ 120 milliards de dollars par an, soit 9 p. 100 de la production mondiale annuelle de tous les biens et services, ou encore les deux tiers environ du revenu national global de tous les pays sous-développés. Il serait sage d'établir à l'avance un programme pour l'utilisation de ces ressources à des fins pacifiques et productives. Comme le stipule la Charte, l'un des objectifs des Nations Unies consiste à assurer "le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social". On ne doit donc épargner aucun effort pour utiliser à des fins pacifiques et productives ces immenses ressources qui sont engouffrées aujourd'hui dans la course aux armements. Les ressources libérées par le désarmement devraient être utilisées de façon à permettre à tous les Etats d'égaliser les niveaux de développement économique et à élever les niveaux de vie des pays économiquement moins développés de telle manière qu'ils atteignent ceux des pays hautement développés durant la vie de la génération actuelle. Il faut établir un programme pour l'utilisation des ressources libérées par le désarmement avant même d'avoir réalisé le désarmement général et complet. Cela signifierait que l'on accorde un appui sans réserve à tous les efforts visant à réaliser le désarmement, qui ne pourrait être que dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Etant donné leur importance, ces problèmes méritent un examen séparé.

10. M. PRIMELLES (Cuba) appuie la proposition du représentant de l'URSS.

11. M. PAREMSKY (République socialiste soviétique de Biélorussie) appuie également la proposition soviétique; un examen rapide et concluant des points 33 et 94 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale aurait certainement une influence décisive sur la solution des autres problèmes dont la Commission est saisie.

12. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que, si le point 94 figure dans le premier groupe de questions devant faire l'objet d'une discussion générale à la Commission, comme l'a suggéré le Président dans sa note, la discussion générale risque de s'inscrire dans des limites mal définies et la Commission perdra de vue le caractère particulier de certaines questions. Il serait donc logique d'examiner les points 33 et 94 séparément et, vu leur importance, de leur donner la priorité. Les aspects économiques du désarmement constituent maintenant un problème particulièrement urgent en raison des décisions déjà prises à cet égard par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social. La délégation ukrainienne appuie la proposition du représentant de l'URSS.

13. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) dit que la Commission n'a pas de raison d'examiner les aspects politiques du désarmement et n'est pas compétente pour le faire. Sa délégation se félicite des efforts persévérants qui ont été faits pour apporter une solution politique au problème du désarmement

et, comme beaucoup d'autres, elle préconise le désarmement général et complet sous inspection et contrôle internationaux. Là n'est toutefois pas la question dont la Commission est maintenant saisie. La décision à prendre concerne une simple question de procédure, celle de savoir quand la Commission étudiera les conséquences économiques et sociales du désarmement, auxquelles tous les pays attachent une importance considérable, ainsi qu'il ressort de l'introduction au rapport du Conseil économique et social (A/5203).

14. La Commission est saisie de plusieurs autres questions économiques importantes, pour lesquelles on dispose d'une documentation depuis un certain temps déjà et qui appellent une décision rapide. Il semble souhaitable d'examiner ces questions immédiatement, d'autant plus qu'on ne perd rien à différer, même d'une ou de deux semaines, la discussion des points 33 et 94. La délégation des Etats-Unis ne voit pas d'objection à ce que ces deux questions soient examinées ensemble au cours d'un débat distinct. Elle appuie donc la solution de compromis proposée par le représentant de la Yougoslavie.

15. Selon M. EL BANNA (République arabe unie), on ne peut sous-estimer l'importance que présentent les questions relatives au désarmement, mais il ressort clairement des notes du Secrétaire général sur les points 33 (A/5199) et 34 (A/5194) qu'elles sont liées entre elles ainsi qu'à d'autres questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission. Si l'on veut éviter les redites et les redondances, la première partie de la discussion générale doit porter sur toutes les questions proposées par le Président. Toutefois, étant donné l'importance toute particulière que présentent les questions relatives au désarmement, la délégation de la République arabe unie acceptera de les examiner séparément, mais non par priorité.

16. M. KANO (Nigéria) doit dire, en toute franchise, que sa délégation, comme sans doute celles de la plupart des pays sous-développés, se préoccupe davantage des questions qui présentent pour leurs pays un intérêt pratique immédiat. Les grandes puissances discutent la question du désarmement depuis plus de 10 ans sans être encore arrivées à des résultats tangibles. Si les questions relatives au désarmement reçoivent la priorité dans la discussion générale de la Commission, les délibérations se dérouleront inévitablement dans une atmosphère de guerre froide. Par ailleurs, dans le cadre d'autres questions relatives au développement économique, comme celle qui est inscrite au point 34 (Décennie des Nations Unies pour le développement), la Commission est saisie de propositions concrètes sur lesquelles elle doit se prononcer. D'un point de vue pratique, la délégation nigérienne n'est pas d'avis d'ajourner l'examen de questions qui assurent quelque possibilité de permettre aux pays sous-développés de tirer parti de la bonne volonté et des ressources offertes par les pays plus avancés. Elle acceptera la solution de compromis proposée par le représentant de la Yougoslavie et elle espère que la délégation soviétique n'insistera pas sur sa propre proposition.

La séance est levée à 13 h 10.